

RAFAL Actu

Avril 2014

Bulletin d'information du Réseau africain francophone sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix

Chers lecteurs, chers membres du RAFAL,

Voici déjà la 2e édition de RAFAL Actu.

Nous espérons que vous avez apprécié la lecture de la première et vous rappelons que vous êtes chaleureusement invités à nous communiquer les activités menées par votre association ainsi que toute actualité sur les ALPC ou la prévention des conflits dans votre pays susceptible d'intéresser notre public.

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et à nous contacter si vous éprouvez des difficultés à accéder au bulletin ou au site.

Cordialement,

L'équipe du GRIP

ACTUALITÉS DES ARMES LÉGÈRES ET DE PETIT CALIBRE (ALPC)

Il est temps de se faire accréditer pour la Réunion bisannuelle des États sur les armes légères !

La cinquième Réunion bisannuelle des États sur les armes légères (BMS5) se tiendra au siège de l'ONU à New York du 16 au 20 juin 2014. Le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL-IANSA) encourage les représentants intéressés de la société civile à y participer et, tout d'abord, à se faire accréditer par l'ONU.

Province orientale (RDC) : Désarmement civil étendu à trois autres districts

La campagne de désarmement civil volontaire (DCV) entamée en Ituri a été étendue, le 15 mars, à trois autres districts de la Province orientale : le Haut-Uélé, le Bas-Uélé et la Tshopo. Leurs habitants sont invités à rendre volontairement, au cours des trois prochains mois, les armes qu'ils détiennent pour y consolider la sécurité et la paix. Les personnes qui remettent leurs armes reçoivent des motos, des vélos et des moulins à grains pour se lancer dans de nouvelles activités génératrices de revenus. À la différence de celle d'Ituri, organisée par les autorités nationales, cette opération est prise en charge par le gouvernement provincial, sous la supervision du ministère de l'Intérieur de la Province Orientale.

RDC : Début d'une campagne de désarmement civil volontaire en Ituri

En présence du ministre de l'Intérieur, les autorités congolaises ont procédé, ce 11 mars, au lancement officiel des opérations de désarmement civil et volontaire (DCV) dans le district de l'Ituri, en Province orientale. Il s'agit d'un projet pilote dont la première phase, se déroulant dans les localités de Libi, Fataki, Mahagi et Bunia, est financée principalement par le PNUD-RDC, à hauteur de 400 000 USD, ainsi que par les gouvernements allemand et australien, qui appuient ainsi la Commission nationale de contrôle des armes légères et de petit calibre et de réduction de la violence armée (CNC-ALPC). Si l'objectif immédiat de ce projet pilote est de récolter 2500 armes, les objectifs plus globaux de cette campagne de DCV sont de consolider la paix...

Transformer les armes en œuvres d'art

Du Mozambique au Cambodge, en passant par le Mexique, plusieurs initiatives artistiques utilisent comme matière première les armes et munitions issues des conflits afin de les transformer en œuvres d'art. Mobilier, instruments de musique ou masques sont quelques exemples des résultats obtenus par ces démarches originales dont le point commun est de transcender ces symboles de conflit afin de provoquer la réflexion.

Certaines de ces pièces sont déjà bien connues du grand public, comme le travail du sculpteur Gonçalo Mabunda dont les œuvres ont été exposées à Londres, New York et Paris. D'autres initiatives ont des conséquences immédiates pour les communautés ayant remis armes et munitions, comme le « Pistolas project » au Mexique,...

Côte d'Ivoire : atelier de formation sur la gestion des stocks d'armes

Après la validation d'un Guide sur la gestion des stocks d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et leurs munitions, lors de l'atelier qui s'est tenu à Abidjan le 3 mars dernier, plus d'une vingtaine d'armuriers et représentants des différents corps de l'Etat (police nationale, gendarmerie, Forces républicaines – FRCI –, douanes, et Direction des Eaux et Forêts) ont participé à l'atelier de formation de Grand Bassam, du 4 au 8 mars 2014. L'objectif de ce cycle de formation de formateurs, organisé et animé par la Commission nationale de lutte contre la prolifération des ALPC et ses partenaires

ACTIVITÉS DES MEMBRES

Nord-Kivu : Le CADERCO organise des ateliers de formation du secteur de la sécurité aux droits humains

Afin de contribuer à la réforme du secteur de la sécurité dans la province du Nord-Kivu (RDC), le Centre d'appui pour le développement rural (CADERCO) a organisé, dans le cadre de son programme de gouvernance, démocratie, éducation à la

paix et aux droits humains, des ateliers dans les territoires de Masisi et de Nyiragongo...

Standing Green : un nouveau membre du RAFAL au Nord-Kivu (RDC)

Créée fin 2012 et basée à Goma (Nord-Kivu, RDC), l'asbl Standing Green (SG) a pour objectif de contribuer au renforcement des capacités en évaluation environnementale comme instrument de l'amélioration du processus décisionnel, en vue de conduire à un développement équilibré et durable. Elle axe ses activités sur la prévention des conflits et la recherche de mécanismes d'alerte pour des réponses appropriées à tout ce qui menace la vie

communautaire.

Outre ses activités strictement environnementales dans un contexte de prolifération de groupes armés, SG cherche aussi à promouvoir des politiques sectorielles...

PUBLICATIONS RÉCENTES

Transferts d'armes vers l'Afrique du Nord : Entre intérêts économiques et impératifs sécuritaires

Lors de la dernière décennie (2003-2012), les transferts d'armes vers l'Afrique du Nord ont considérablement augmenté. Afin de mieux comprendre cette dynamique, cette Note d'Analyse présente un panorama des transferts d'armes vers cette région – en particulier en provenance des États membres de l'UE – ainsi que le contexte dans lequel ceux-ci ont été menés. Ainsi, au sein des pays d'Afrique du Nord, les enjeux de stabilité interne et régionale, de même que les problématiques liées à la porosité des frontières nationales, ont orienté les décisions de ces pays à acquérir des armements conventionnels. De plus, les intérêts économiques des États européens, leur désir d'influencer les pays du sud de la Méditerranée, ainsi que les impératifs sécuritaires liés à la lutte contre l'islam radical et les trafics illicites des biens et des personnes, jouent manifestement un rôle dans les transferts d'armes vers cette région charnière.

Les relations UE-Afrique, interview de Michel Luntumbue

Ce 14 mars 2014, Michel Luntumbue a été interviewé par Les Dépêches de Brazzaville pour son numéro spécial d'avril, consacré aux relations UE-Afrique. Les questions portent sur la future force africaine de réaction immédiate aux crises (CARIC) et sur le rôle de l'UE dans le soutien à cette force. L'entretien est à la page 14 du document ci-dessous et peut être consulté sur www.adiac-congo.com.

Afrique centrale : risques et envers de la *pax tchadiana*

Au cours de la décennie écoulée, le Tchad s'est employé à occuper, en Afrique centrale, les zones d'influence laissées en friche par d'autres États aux capacités bien plus importantes (Angola et Cameroun). En projetant une certaine puissance militaire en Centrafrique et aussi au Mali dans le cadre de l'opération Serval et des Nations unies, le Tchad semble vouloir se positionner en leader dans le système de régulation de la sécurité en Afrique centrale et même au Sahel...

Comprendre la dynamique des conflits : une lecture synthétique des facteurs de conflits en Afrique de l'Ouest

Les crises et conflits qui surgissent sur le continent africain sont abordés dans nombre de médias sous l'explication commode de la confrontation à caractère « ethnique » ou comme la traduction de l'avidité et des luttes de pouvoir entre dirigeants locaux. Cette lecture « réductrice » est en partie le reflet de courants académiques privilégiant une approche déterministe des réalités africaines et surévaluant les causes économiques ou identitaires supposées de ces conflits contemporains...

Systemes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest

Le 11 janvier 2013, l'opération militaire « Serval » est déclenchée par la France au Mali qui engage d'importants moyens aériens ainsi que des unités au sol afin d'arrêter l'offensive des groupes terroristes et djihadistes vers la capitale Bamako. Cette intervention armée signe le début d'une intervention internationale, autorisée le 20 décembre 2012 par le vote de la résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies, la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). Comment en est-on arrivé là ? Alors que le Mali incarnait naguère un modèle de stabilité et de démocratie en Afrique de l'Ouest, il menace aujourd'hui directement la sécurité internationale et particulièrement celle de ses voisins ouest-africains...

Cette publication est réalisée dans le cadre des projets du GRIP sur les armes légères, la prévention des conflits et la construction de la paix en Afrique, avec le soutien du Ministère de la Communauté française de Belgique et du Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg.

RAFAL – Chaussée de Louvain, 467

B - 1030 Bruxelles

Tél.: (32.2) 241.84.20

Fax: (32.2) 245.19.33

Courriel : m.luntumbue@grip.org

Internet : <http://www.reseau-rafal.org>

Ed. resp.: Luc Mampaey